La Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace (1950-2006)

Die elsässische Föderation

Marcel Thomann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1484>

DOI : 10.4000/alsace.1484

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 319-334

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Marcel Thomann, « La Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace (1950-2006) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1484> ; DOI : 10.4000/alsace.1484

La Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace (1950-2006)

Dès avant la seconde guerre mondiale les deux départements (Bas-Rhin et Haut-Rhin) qui aujourd'hui forment la Région Alsace avaient sans doute été les plus riches de France en groupements d'historiens dits « associatifs », par leur nombre et leurs publications.

De juillet 1940 à 1945 ce fut le silence absolu, « la mise en sommeil », au sens littéral du terme (« *Stillegung* »), décrétée par les autorités d'une occupation allemande qui dans ces Départements était, on ne le redira jamais assez, une annexion de fait.

Après cette interruption, en 1952, quelques Sociétés d'histoire alsaciennes se sont regroupées, en une « Fédération ». Une douzaine d'associations au départ, leur nombre augmentera régulièrement, jusqu'à atteindre la quarantaine vers 1980 et 111 à ce jour, avec env. 50 000 cotisants.

En une première étape, de 1952 à 1978, la vie de ce regroupement sera des plus classiques : une assemblée annuelle et la parution, hélas à intervalles de plus en plus espacés, de la *Revue d'Alsace*. Dans les faits, la structure de direction se réduira bientôt à une seule personne dont la forte personnalité réussira à s'imposer comme seul pouvoir, pratiquement sans limite. Au fil des ans, la plupart des scientifiques de qualité furent éliminés ou se sont retirés, et comme la *Revue d'Alsace* avait pratiquement cessé de paraître, une « révolte » interne éclata en 1978. Elle a marqué une profonde et salutaire mutation.

Depuis 1978, la Fédération d'Alsace occupe de par son fonctionnement et ses productions scientifiques une place originale dans le contexte national français, et peut être même européen. Les statuts et les exposés programmatiques de 1952 comme ceux d'après 1978 avaient insisté sur ses missions.

En un « Etat des lieux » on essaiera de confronter les objectifs déclarés, aux résultats concrets obtenus. Quelques réflexions générales et prospectives pourraient servir de conclusion, avec l'évocation des graves problèmes, spécifiques à la Région Alsace, en matière de recherches historiques.

Etat des lieux

A. Missions et objectifs

L'Assemblée « révolutionnaire » de 1978 avait été rapidement suivie d'autres – « constituantes » – qui ont clairement affirmé et constamment rappelé les nouvelles missions :

- « *favoriser la création de sociétés là où elles n'existent pas encore¹* », *les encourager et les promouvoir sur tous les plans,*
- *Se doter de nouveaux statuts qui garantissent l'indépendance absolue de la Fédération.*

Adoptés en juin 1978, ces statuts précisent les objectifs :

- « *créer d'abord et avant tout, un lien de solidarité entre les associations adhérentes* »,
- *encourager par tous les moyens dont elle dispose la publication de travaux scientifiques et éditer une revue d'histoire régionale,*
- *représenter les membres auprès des autorités constituées,*
- *régler par voie d'arbitrage les différends qui pourraient naître entre les membres, « sur le recours exprès des partenaires intéressés »,*
- *d'une manière générale, aider, soutenir, encourager, conseiller chacune des associations adhérentes.*
- *assurer le fonctionnement régulier des instances dirigeantes par la mise en place :*
- *d'un comité fédéral doté des plus larges pouvoirs,*
- *de commissions de travail,*
- *lancer ou développer des publications collectives :*

Ne pourront être membres de la Fédération que des associations. Elles sont à but non lucratif et, sous des dénominations diverses, doivent consacrer la totalité ou une part notable de leurs activités à l'histoire, à l'archéologie, aux sciences historiques auxiliaires. Les statuts ont cependant prévu que des organismes publics répondant à des conditions bien définies, pourront être admis, mais uniquement à titre consultatif².

Dans ce premier élan de 1978 l'essentiel était dit. Les réalisations suivront.

B. Les réalisations

Notons d'emblée que les réalisations ont été nombreuses et souvent originales. On se limitera à de très brefs résumés pour :

- énumérer ce qui a pu être fait pour les Sociétés d'histoire adhérentes,
- donner quelques indications sur les opérations collectives,
- apporter des précisions sur l'organisation interne.

1) *Revue d'Alsace*, (citée RA), 92, p. 203.

2) Article 4 des Statuts du 17.6.1978.

1. Les efforts en faveur des sociétés adhérentes

Il fallait d'abord :

- favoriser la création de sociétés

Moins de quinze associations avaient décidé de lancer une Fédération en 1952. Elles étaient 52 en 1980, 71 en 1986, 82 en 1989 et 111 à ce jour, totalisant près de 50 000 membres cotisants.

Toute l'Alsace est à ce jour couverte par des sociétés territoriales et « généralistes » (il n'y a plus de tache blanche sur la carte) et « thématiques ».

En effet, parmi les groupements agréés, certains sont spécialisés : monuments historiques en général ou tel monument en particulier, sigillographie, portraits anciens, généalogie, archéologie, histoire de l'Eglise catholique, protestante, celle des communautés juives ou mennonites, le souvenir napoléonien et les monuments napoléoniens. D'autres ont une vocation territoriale et « générale » et étudient l'histoire de telle ville, ou de telle petite région.

Le nombre des adhérents par association est variable : cent, cinq cent, mille, deux à trois mille voire vingt-cinq mille. Fait notable : le Comité fédéral a du ajourner l'affiliation de plusieurs groupements candidats. Il a en effet paru normal de refuser l'agrément à des groupements qui ne présentaient pas de garanties suffisantes aux plans scientifiques ou associatifs puisque, de plus en plus, les élus et les responsables administratifs considèrent – et sans doute à juste titre – que l'affiliation à la Fédération est une caution et un premier gage de sérieux.

- Promouvoir des publications

Une bonne cinquantaine de revues et d'annuaires témoignent de l'extraordinaire vitalité de l'histoire en Alsace. La plupart sont d'une qualité scientifique certaine et paraissent avec régularité.

- Représenter les sociétés d'histoire auprès des pôles de décisions régionaux

Pour servir de relais auprès des autorités, faire connaître et apprécier nos sociétés et leurs dirigeants, les relations directes et personnelles avec les Préfets, les Présidents des collectivités territoriales et les Directeurs des services déconcentrés de l'Etat ont été systématiquement recherchés.

Ces contacts au plus haut niveau ont eu des effets positifs en plusieurs domaines.

D'abord, et le fait était tout à fait inédit en Alsace, la présence personnelle et la participation effective lors de nos AG et Congrès des Préfets, tant du Bas-Rhin (qui est aussi Préfet de Région), que du Haut-Rhin, des Présidents successifs de Région – aussi lorsqu'ils occupaient des positions ministérielles – et des Présidents des Conseils Généraux.

De même, la Fédération a obtenu – après l'avoir sollicité –, d'avoir au moins un représentant dans pratiquement toutes les commissions régionales et départementales s'occupant du patrimoine et de la culture : une bonne douzaine. Certains de ces organismes ont même été créés à notre demande (*Commission régionale du Patrimoine*

historique, archéologique et ethnologique – COREPHAE, Collège Régional du Patrimoine et des Sites ; Commission chargée de dresser un inventaire des sépultures du Bas-Rhin (Arrêté du 28 mai 1984) ; Commission des Sépultures du Haut-Rhin ; Commissions de l'Inventaire Monumental (Régionale et Départementales) ; Association Culturelle et Technique d'Alsace (ACTA) ; Commission des « Alsatiques » du Conseil régional ; La Commission du Conseil général du Bas-Rhin pour la conservation des maisons alsaciennes typiques (créée en 1987, à notre initiative). Conseil d'Administration de la Bibliothèque Nationale et Universitaire).

De plus, et c'est davantage qu'un détail, des présidents de la Fédération ont été élus (à partir de 1983) pour représenter l'ensemble des groupements culturels régionaux au Conseil Economique et Social d'Alsace (CESA).

Enfin, et ce n'est pas non plus un détail, les mérites de dirigeants de sociétés locales ont été reconnus par les distinctions honorifiques que les présidents fédéraux ont sollicitées pour eux.

Assurer la diffusion systématique des publications de nos sociétés dans les établissements scolaires

La Fédération a mis en route, après plusieurs années de négociations, plusieurs « montages » administratifs et financiers pour faire connaître les travaux des Sociétés et leur assurer des rentrées financières par la vente de leurs productions.

Grâce à la Région Alsace, au Rectorat de l'Education Nationale et au mécénat de la Caisse d'Epargne d'Alsace nous avons ainsi pu remettre, à titre gratuit :

- les fascicules du *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne* (NDBA) à l'ensemble des Ecoles primaires et
- les publications de la société compétente pour leur secteur territorial à tous les établissements de l'enseignement secondaire.

Ce n'était pas un mince travail, à reprendre tous les ans. En la seule année 1987, par exemple, 15 000 volumes seront répartis, ce qui signifie que des milliers de colis étaient à confectionner, à adresser, à transporter et à remettre dans les différents centres où 32 réceptions, avec près de 2000 invitations, ont été assurées.

Pouvoir présenter leurs activités aux enseignants et aux élus lors de ces cérémonies de remise a été un élément de promotion d'autant plus apprécié qu'il s'accompagne d'avantages financiers non négligeables. Diffuser dans les bibliothèques scolaires 132 ou 82 exemplaires supplémentaires par Association, a pu alléger la trésorerie de la société du secteur concerné, et comme ce sont 15.000 volumes qui chaque année ont été achetés, au prix public, aux divers producteurs, tous « associatifs », on peut concevoir l'impact positif de cette injection financière.

Les présenter avec des stands dans les expositions et salons

Lors des grandes expositions ou salons du livre, la Fédération met gratuitement, et plusieurs fois par an, un stand à la disposition des Sociétés où les annuaires, bulletins et autres « produits » peuvent être présentés³.

3) A la Foire Exposition européenne de Strasbourg, au Salon du Livre de Colmar, au Salon de l'Alsatique de Marlenheim, par ex.

2 - Activités fédérales collectives

Site Internet

Le site internet de la Fédération « *alsace-histoire.org* » offre des renseignements détaillés en beaucoup de domaines. On y trouve, notamment, les adresses et sites de toutes les sociétés adhérentes

Journée des présidents et Congrès des historiens d'Alsace

Dès 1981, les animateurs de nos sociétés avaient exprimé le désir de se retrouver plus souvent entre dirigeants, et en conséquence une « *Journée des présidents* » avait été organisée, quelques semaines après chaque assemblée générale. Cette manifestation s'est ouverte, depuis 1985, à tous ceux qui collaborent de près ou de loin aux travaux de nos Sociétés d'histoire. Et c'est donc un « *Congrès des historiens d'Alsace* » qui se réunit annuellement en une journée à la fois studieuse et conviviale, alternativement dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Nous avons pu fêter en 2006 la 25^e édition de ces rencontres.

Bulletin de Liaison

Un substantiel « Bulletin de Liaison » trimestriel, d'une trentaine de pages chaque fois, maintient les liens entre les Sociétés. Il donne, entre autres, les sommaires de toutes les publications des adhérents. Ces sommaires seront ensuite repris intégralement dans la *Revue d'Alsace*. A noter que ce « Bulletin » est saisi, composé et mis en page par nos secrétaires, comme d'ailleurs toutes les publications fédérales, y compris *NDBA* et *RA*.

Représentation au plan interrégional et national

Dans le même esprit d'ouverture, les contacts avec nos voisins sont réguliers et fructueux. Le Territoire de Belfort a été en ce sens « réannexé » et il fait partie intégrante de la Fédération dès l'origine. Les relations avec la Franche-Comté, les Vosges et la Lorraine sont cordiales et concrétisées par des invitations réciproques aux Congrès. Il en est de même et avec les associations allemandes du Land Rhénanie Palatinat (*Pfälzischer Geschichtsverein*), et de Bade-Wurtemberg (*Verein für die Geschichte Mittelbadens* et *Badische Heimat*).

Bien évidemment, et en tout premier lieu, il nous avait semblé logique, sinon équitable, que notre Fédération soit connue et représentée au plan national. Des demandes en ce sens ont été faites, mais les circonstances, l'organisation des structures ministérielles ou des corporatismes de l'Enseignement supérieur n'ont pas été favorables, pour diverses et parfois d'assez pénibles raisons. Nous ne pouvons que faire état de notre déception.

Collaboration avec les institutions publiques et privées

Au plan régional, l'accueil et l'appui des institutions publiques ont été extrêmement positifs, voire généreux.

Je ne puis citer ici les noms des innombrables personnes physiques qui ont œuvré à l'épanouissement de cette Fédération. En fait, je n'en citerai, pour lui rendre hommage, qu'un : M. le Recteur Pierre Deyon (1927-2002) qui a dirigé en Alsace les services de l'Education Nationale de 1981 à 1991 et qui, spontanément, nous a fait bénéficier d'un demi-poste d'animateur d'Ecole Normale, d'une subvention (modeste) financière, et surtout de deux bureaux dans les locaux du Centre Régional de Documentation Pédagogique (CRDP) pour notre secrétariat.

Parmi les institutions et organismes qui nous ont puissamment soutenus on citera :

- Le Conseil Régional d'Alsace qui accorde depuis l'origine une subvention de fonctionnement et nous a, de plus, permis le montage d'une opération originale avec le généreux sponsor qu'a été

- La Caisse d'Epargne d'Alsace, pour le plus grand bien du *NDBA*. Je ne résiste pas à la tentation de révéler la formule de ce « deal » : la « Caisse d'Epargne » avait offert de souscrire, pour toutes les écoles primaires d'Alsace un « abonnement » à l'ensemble des volumes à paraître du *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne*, – soit mille deux cent exemplaires deux fois par an, et ce au prix public, à la seule condition que le Conseil Régional donne le bon exemple en achetant – au titre d'aide au démarrage – le seul volume 1^{er} du dictionnaire. L'institution régionale ne pouvait évidemment pas décliner une offre aussi avantageuse. Par une unique ligne budgétaire, d'une seule année, elle rendait un très éminent service, vingt années durant, aux bibliothèques des Ecoles, à la culture alsacienne en générale, et aux Sociétés d'Histoire.

- Les Conseils Généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui accordent régulièrement des subventions de fonctionnement, ont fait bon accueil à un autre « montage » – également original et sans doute inédit au plan national – permettant d'offrir, à l'ensemble des bibliothèques et centres de documentation des établissements du second degré (lycées et collèges) d'Alsace la production scientifique des sociétés d'histoire de leur département, par l'intermédiaire de la Fédération⁴.

- La Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg (BNUS) a mis des cabines de travail à la disposition de nos équipes du *NDBA*, et stocke les archives ainsi que les dizaines de milliers de dossiers de l'opération « Inventaire et Sauvegarde des petits monuments ». De plus, elle organise, lors de nos Congrès, une exposition des Alsatiques récemment parus qui rencontre toujours un vif succès. En signe de bonne collaboration, la Fédération remet gratuitement à la BNUS 100 exemplaires de la *Revue d'Alsace*, ce qui permet à la BNUS de conserver, par échange, 100 revues étrangères qu'elle aurait sinon dû désabonner par manque de moyens.

- Les Archives départementales du Bas Rhin (qui dépendent du Conseil Général) ont permis le dépôt et le stockage de nos ouvrages et de ceux que nous distribuons aux Ecoles du département.

4) Celle ci ayant au préalable exercé un contrôle éclairé et rigoureux sur les prix facturés : autre caution de sérieux.

- Les Archives municipales de Strasbourg, longtemps le siège officiel de la Fédération, étaient aussi le lieu de réunion de la commission qui prépare et distribue le travail du *NDBA*.

- L'Office National des Forêts (ONF).

- Les Universités de Strasbourg n'ont jamais lésiné leur soutien logistique ou technique, en particulier les Centres de Recherches (Hautes Etudes Alsaciennes, Centre d'Etudes rhénanes, Centre de Recherche d'Histoire des Institutions, Centre et Ecole de Journalisme).

- L'Université de Haute-Alsace a pris, pour certaines de ces opérations, le relais.

- La Bibliothèque Humaniste de Sélestat où se tient traditionnellement l'Assemblée Générale.

- Les Chambres de Commerce de Strasbourg et de Colmar.

- La Caisse d'Epargne de Colmar.

- Les Archives départementales du Haut-Rhin et la Ville de Mulhouse qui prêtent gracieusement des locaux pour des réunions et qui ont accueilli notre exposition « Revue d'Alsace ».

Pierre Deyon et Marcel Thomann

Le Recteur Pierre Deyon prend possession des publications produites dans l'année par les sociétés d'histoire. Elles seront remises à tous les collèges et lycées de la Région, et un exemplaire du *NDBA* (*Nouveau Dictionnaire de Biographie d'Alsace*) à chaque Ecole Primaire.

Opérations scientifiques fédérales

Trois entreprises scientifiques sont à porter à l'actif de la collaboration de l'ensemble des chercheurs et militants : la *Revue d'Alsace*, l'Opération « Inventaire et Sauvegarde » des petits monuments ruraux, le Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne (NDBA).

- La *Revue d'Alsace* paraît sans interruption depuis 1978. On n'en dira pas davantage ici de ce porte drapeau fédéral, puisque sa présentation par notre collègue Georges Bischoff figure dans les présents Actes.

- L'opération *Inventaire et Sauvegarde des petits monuments ruraux* s'est fixé comme objectif le recensement du petit patrimoine rural non protégé. L'inventaire couvre : les bornes (quelles que soient leur nature et leur valeur historique) ; les petits monuments témoins de la foi populaire (*Bildstock*, croix, calvaires, chapelles, etc.) ;

les monuments de la période napoléonienne ; les petits monuments du monde rural : enseignes, ponceaux, graffiti, inscriptions sur rocher ; les monuments funéraires.

Lancée dès 1979, environ 11 000 dossiers, chacun en plusieurs exemplaires, ont été établis, dont 3464 concernent des bornes armoriées et/ou datées, 2750 des croix antérieures au XIX^e siècle, plus d'un millier les monuments funéraires.

Chaque objet recensé donne lieu à la constitution d'un dossier (fiche), en plusieurs exemplaires chacun, comprenant sa localisation géographique, sa description accompagnée d'un dessin et d'une photo, ainsi qu'une appréciation sur son état de conservation.

En 1988, une exposition à la BNUS a présenté les travaux de cette commission qui, à ce jour, a terminé l'inventaire de 5 cantons : Benfeld, Erstein, Molsheim, Sélestat, Villé.

- Le Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne

Dans une récente livraison de la *Revue d'Alsace*⁵, le responsable du NDBA a esquisé l'histoire et le contenu de cet ouvrage sous un titre révélateur : « *la fin d'un long parcours* ». A titre de témoin on rappellera quelques principes directeurs et on citera quelques chiffres. La parution du premier fascicule en 1982 avait été précédée, deux années durant, par un intense travail préparatoire : accord des collaborateurs sur une première « doctrine » concernant le contenu ; la rédaction de plusieurs « notices modèles » ; l'établissement et la critique commune d'une maquette ; le travail de « régisseurs de Lettre » chargés de soumettre à une « Commission de choix » d'environ 25 spécialistes la répartition aux auteurs ; la saisie « en régie » des manuscrits proposés ; l'examen critique de chacune des notices par chacun des 6 à 10 membres⁶ d'un « Comité de Lecture » chargé des inévitables corrections, révisions et ajouts avant la mise en page finale, également en régie. Le texte de toute notice publiée a passé en Comité de lecture dont chaque membre a préparé, avant la réunion, sa correction et des remarques critiques qui seront discutées en commun ; de plus on notera que chaque notice est censée être approuvée à l'unanimité. Au cas où un des membres estimerait ne pas pouvoir se rallier à la majorité le cas est soumis au Comité fédéral qui décide en dernier ressort⁷. Si les seules opérations préparatoires se sont étalées sur plus de deux années, ce délai peut donner une idée du sérieux de la conception et de l'organisation initiale et actuelle. Car l'entreprise s'est poursuivie, sans changement vraiment notable, pendant plus de 25 années où les équipes ont persévéré dans ce « système » rigoureux et – toujours à titre strictement bénévole – elles l'ont menée à bonne fin. Si tels étaient – et sont – les principes d'organisation, voici enfin quelques chiffres : environ 1 500 auteurs ont rédigé et signé 12 393 notices sur 4 833 pages souvent illustrées par des portraits et imprimées in 4° en corps 12, ce qui fait 46 fascicules regroupés en 9 épais volumes (0 m 90 linéaire) réunis en coffrets.

5) *RA*, tome 132, 2006, p. 513 et suiv.

6) Et, il faut le souligner, pratiquement tous toujours effectivement présents.

7) En 25 ans le cas ne s'est jamais produit.

*- Des ouvrages édités
par la Fédération*

A la demande et avec le soutien de la Fédération, plusieurs ouvrages de documentation et de recherche historique ont été édités en régie⁸.

*- Le Dictionnaire
historique des
institutions d'Alsace*

Annoncé dans la *Revue d'Alsace* dès 1981, et en travail depuis, il est toujours question de ce projet qui devrait remplacer le *NDBA*. En tant que « insider » et sans doute principal concerné, je reprendrai volontiers la formule popularisée par un Français célèbre : « vaste programme ».

Christian Wolff
Conservateur aux Archives Départementales du Bas-Rhin

B. Organisation et fonctionnement interne

Le souci d'indépendance, formulé à diverses reprises, et dès les Assemblées constitutives de la Fédération, peut surprendre. De fait, la préoccupation n'était ni fortuite, ni gratuite et il y a lieu de mettre l'accent sur l'attention constante accordée à cette revendication : elle est à la base de l'organisation et du fonctionnement des instances fédérales.

8) RAPP (Francis), *Inventaire des sources manuscrites de l'histoire d'Alsace conservées dans les bibliothèques publiques de France*, 1956, 97 p.

FUCHS (François Joseph), *Documents alsaciens des chartriers nobles du pays de Bade, d'après les Inventaires publiés*, 1961, 276 p.

WOLFF (Christian), *Répertoire bibliographique des biographies collectives d'Alsace*, 1962, 70 p.

HIMLY (F.J.), *Atlas des villes médiévales d'Alsace*, 1970, 133 p.

L'assemblée générale uniquement constituée par les Présidents des sociétés affiliées est vraiment souveraine. Au scrutin secret, elle élit le Comité auquel ne peuvent appartenir :

- que des personnes physiques
- pouvant attester de responsabilités au niveau de l'une des Sociétés ou d'une Commission fédérale⁹. Des candidats éminents qui ne remplissaient pas ces conditions ont été écartés... (au scrutin secret).

Le comité fédéral se réunit en moyenne toutes les 6 semaines, alternativement à Strasbourg ou à Colmar. Il décide en dernière instance de toutes les questions ou litiges.

Des groupes de travail spécialisés. Les statuts de 1952 avaient déjà spécifié qu'outre l'Assemblée Générale à laquelle devait revenir l'essentiel du pouvoir, il y aura un bureau, mais « qu'il aura un caractère purement administratif », le travail scientifique effectif devant être réalisé par des « Comités techniques » plus ou moins informels. Les statuts de 1978 ont repris et mis en pratique ces préceptes, pour le plus grand bien de la Fédération.

Le secrétariat, actuellement deux personnes à temps partiel. Il exécute l'ensemble des tâches administratives et de diffusion éditoriale¹⁰, prépare les données pour l'expert comptable, saisit sur support informatique les textes à publier et en assure la mise en page. Sous la direction d'un membre du Comité spécialiste en ce domaine, il assure la maintenance du site internet.

Les locaux – L'évolution a été progressive : d'abord hébergée, mais sans bureau affecté, aux Archives Municipales de Strasbourg, (en fait les dossiers étaient souvent réglés au domicile du président qui assurait un secrétariat de fait), puis dans deux locaux du Centre Régional de Documentation Pédagogique (CRDP), puis en location dans un 3 pièces, la Fédération est aujourd'hui propriétaire du siège actuel.

Les locaux de stockage posent encore problème. Pour entreposer les milliers de volumes de la distribution aux Ecoles, les Archives Départementales du Bas-Rhin ont bien voulu nous accorder l'hospitalité¹¹ ; les milliers de dossiers de la Commission Inventaire et Sauvegarde sont déposés à la BNUS¹².

Les finances – Dire enfin que la situation financière est saine permet d'ajouter une dernière note optimiste à ce rapport, en précisant qu'elle est essentiellement due à un fort taux d'autofinancement, grâce à la vente en direct, du *NDBA*. La totalité des subventions (Régions et Départements) qui doivent couvrir les frais de personnel, de locaux, d'imprimerie etc. se monte à env. 110.000 € annuels.

Le président

A peine trois années après la réorganisation « révolutionnaire » de 1978 l'ensemble des réalisations fédérales dont on peut faire état en 2006 étaient en place :

9) Art. 10, alinéa 5 des Statuts

10) La Fédération diffuse elle-même, en régie, toutes ses publications.

11) Mais il semblerait que nous devons déménager, le bâtiment actuel changeant d'affectation.

12) Situation quasi normale puisque ces documents sont destinés - in fine - à cette Bibliothèque.

parution du *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne* et de la *Revue d'Alsace*, *Bulletin de Liaison*, *Opération Inventaire et Sauvegarde*, avec des finances saines et des réserves qui en garantissaient la pérennité. En 2007 nous sommes désormais en régime de croisière, et si la « machine » tourne toujours aussi bien, le mérite essentiel en revient à ceux qui ont su diriger en maintenant le cap. Il n'y a eu que trois présidents qui se sont succédés depuis 1978 et dans une Fédération de bénévoles, l'unité de direction et le sérieux de la gestion sont – à l'évidence – les premiers garants de l'efficacité.

François Joseph Fuchs
Directeur des Archives Municipales de Strasbourg

Dans la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, les statuts prévoient que le président choisi par le Comité doit veiller à tout. Statutairement président de toutes les commissions et sous-commissions et responsable des finances (avec le trésorier), il se doit d'assister à toutes les réunions et d'y prendre sa part de travail. S'il est certes indispensable de déléguer un maximum de responsabilités, il est tout aussi important que le président fédéral puisse assister personnellement aux Assemblées Générales des associations. C'est bien ce qui avait été la règle, tant qu'il n'y avait que 30 ou 40 sociétés adhérentes. Avec 112 ce n'est hélas plus guère possible, il devra donc souvent se faire représenter.

Comme il est chargé de faire passer dans la réalité quotidienne les orientations et les décisions, la tâche est lourde et exige une exceptionnelle disponibilité. Ainsi

chacun des trois présidents qui se sont succédés depuis 1978 s'est arrangé pour assurer quotidiennement plusieurs heures de présence effective au siège.

Conclusion

Problèmes généraux et spécifiques – prospective

Evoquer le rôle primordial mais délicat du président dans un groupement associatif, invite à s'interroger sur quelques difficultés spécifiques à la vie associative d'un groupement d'historiens, qu'ils soient « amateurs » ou « professionnels ».

Et en conclusion, je me permettrais donc d'apporter quelques réponses personnelles à une question qui semble intriguer beaucoup de monde : comment en Alsace les « non professionnels » de la science historique peuvent-ils, « cohabiter » avec les spécialistes universitaires ou administratifs dans une Fédération qui se veut strictement « associative » ?

Une expérience déjà longue de la vie associative d'une part, mais aussi de la mentalité administrative ou universitaire m'autorise, je crois, à formuler quelques observations sur ce délicat sujet ; elles ne sont pas très éloignées des analyses du sociologue Pierre Bourdieu¹³ :

1. Pour les « professionnels », la tentation de « coloniser », au sens très large du terme, n'est jamais très loin, et à croire les spécialistes le phénomène serait tout à fait normal. Tantôt un service d'Archives ou de Bibliothèque, un Institut universitaire, tantôt telle ou telle personnalité essayera d'influencer, de diriger, voire de monopoliser les groupements associatifs.

2. Chaque fois que des « professionnels » cèdent à cette visée de carrière, ils nuisent à la recherche régionale.

3. Pour prévenir ou empêcher ce genre de situation, l'intervention intelligente, éclairée et désintéressée de responsables bien placés (ce qui équivaut à dire : haut placés...) peut être décisive. Elle l'a été en Alsace.

Aussi, après avoir évoqué le rôle du Recteur Pierre Deyon en ce domaine il faut rendre hommage au « médiateur » que fut le Doyen Georges Livet (1916-2002). Durant plus de cinquante années, il a su accompagner avec beaucoup de discrétion, mais toujours efficacement, le destin des associations et de leur fédération. A découvert ou en coulisse, il a encouragé les uns, freiné certaines ardeurs maladroites des autres, prévenu ou aplani les conflits.

Pour conclure permettez-moi de m'interroger, comme la plupart d'entre nous, sur le devenir de cette Fédération alsacienne et de ses associations membres dans le proche avenir.

Le déclin – plusieurs fois constaté et déploré dans le présent colloque – de l'intérêt que portent les jeunes générations à l'histoire est également perceptible entre Rhin et Vosges. Il se répercute sur l'âge moyen des membres et le chiffre des abonnés aux

13) Plus spécialement celles exposées dans son ouvrage, *Homo Academicus*, Paris, 1984

publications. Le phénomène est certes général, mais en Alsace des causes spécifiques en augmentent l'ampleur.

Il est en effet quasiment impossible dans cette Région de traiter des problèmes d'histoire régionale sans une très bonne connaissance de la langue française et de la langue allemande. Ce nécessaire et donc indispensable bilinguisme est le volet culturel d'un atout dont la France est en train de se priver, en particulier dans le domaine économique. Depuis plus de soixante ans les responsables politiques affirment leur volonté de mettre en place les solutions qui s'imposent. Il serait grand temps que ces « volitions » programmatiques et les déclarations d'intention se concrétisent par des actes. Peut être même est-il déjà trop tard.

Die elsässische Föderation

Marcel Thomann

1952, nach Jahren der „Stillelegung“ durch die Besatzungsmacht des 2. Weltkrieges hatten sich 36 „überlebende“ elsässische Geschichtsvereine in einem Föderativen Dachverband zusammengefunden. Die Aktivität war vorerst bescheiden: eine jährliche Generalversammlung und die leider sehr unregelmässige Publikation einer Zeitschrift (es erschienen 15 Bände innerhalb von 32 Jahren). Das Jahr 1978 markierte eine tiefgreifende Neuorientierung. Dank ihrer Arbeitsweise, aber auch durch die Zahl der Mitglieder und ihre wissenschaftliche Leistungen behauptet die elsässische Föderation seither eine sicherlich originelle Stellung, im Gefüge der assoziativen Gruppierungen von historisch Interessierten Frankreichs. Die statutarisch verankerten Besonderheiten des Verbandes und die Auflistung einiger Realisationen gibt einen ersten Überblick (I). Allgemeine Überlegungen über die aktuelle Situation und die Zukunftsaussichten, sowie Angaben über die spezifische Problematik der elsässischen Geschichtsforschung dürften das Bild abrunden.

1. Aufgaben

Unterstützung der bestehenden Vereine, Förderung von Neugründungen und gemeinsamer wissenschaftlichen Unternehmungen waren satzungsgemässe Aufgaben, die konkretisiert wurden. Von 1978 bis 2006 vermehrte sich die Zahl der angeschlossenen Gruppierungen von 36 auf 112, mit insgesamt über 50000 zahlenden Mitgliedern.

Die meisten der Vereine pflegen eine territoriale „Allzuständigkeit“ für Geschichte und Archäologie, viele sind auch auf gewisse Themen spezialisiert.

2. Einige der Realisationen :

- *Revue d'Alsace* („die älteste der Regionalgeschichte gewidmete Zeitschrift Frankreichs“) ; seit 1979 sind 35 Jahressbände erschienen.
- ein vierteljährliches reichhaltiges *bulletin de liaison* (internes Informationsblatt von etwa 20 bis 30 Seiten in 4°)
- das biographische Wörterbuch « *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne* » (NDBA). Von A bis Z erschienen so ab 1982, im Selbstverlag, 48 Faszikel in 4°, insgesamt 4.833 Seiten von ca 1500 ehrenamtlichen Autoren redigiert
- Das Unternehmen « *Inventaire et sauvegarde* » hat, flächendeckend im ganzen Elsass, bis heute über 11.000 „kleine“ historische Gegenstände (Datiersteine oder mit Wappen und Zeichen versehene Grenzsteine, Feldkreuze usw) erfasst und wissenschaftlich-technisch inventarisiert.

3. Welche Zukunft ?

In den zwei Départements welche zusammen die „Région Alsace“ bilden, arbeiten – mit Erfolg – mehrere tausend historisch Beflissene an gemeinsamen wissenschaftlichen Projekten. Wie kann man sich die Zukunft dieser Bestrebungen vorstellen? In allen Ländern und Regionen Europas ist die Jugend bei ähnlichen, rein ehrenamtlichen Aktivitäten, weit weniger vertreten als früher. Und dies sowohl bei den aktiven „Produzenten“, als auch bei den relativ passiven „Konsumenten“ der Leserschaft. Das Elsass ist selbstverständlich dieser allgemeinen Zeiterscheinung ebenfalls ausgesetzt.

4. Eine regionale Besonderheit (= Bereicherung) : die französisch-deutsche Zweisprachigkeit

Die mehr oder minder ausgeprägte Beherrschung beider Sprachen ist die *sine qua non* Bedingung zum ausreichenden Verständnis der elsässischen Geschichte. Nur für die Generation der vor 1950 geborenen ist diese Zweisprachigkeit noch gegeben.

Résumé

En 1952, 36 sociétés d'histoire se réunissent et refondent la troisième Fédération des sociétés d'histoire. L'activité est d'abord réduite : une assemblée annuelle et la publication fort irrégulière d'un périodique. C'est en 1978 que se situe le tournant. Désormais, son organisation et ses méthodes de travail de même que le niveau scientifique des publications fédérales lui donnent une place originale dans l'ensemble des Fédérations régionales d'histoire en France. En même temps, plus d'une centaine de sociétés sont adhérentes, et publient également des bulletins et périodiques.

Summary

In 1952 36 history societies held a re-founding session of the 3rd Federation of history societies. At first they had rather few activities: an annual meeting and the odd publication. In 1978 came the turning-point. From then onwards its organisation, its working methods and the high standards of its publications accounted for the original place it has in the French regional history federations community. Similarly, over a hundred local member societies also publish various bulletins.

Marcel Thomann

Président de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace (1960-1995) ; Président d'Honneur depuis.

Professeur Emérite à la Faculté de Droit de l'Université Robert Schuman et Directeur du Centre de Recherches d'Histoire des Institutions (1964-1989).

Vice-Président de la Société pour l'Histoire des Facultés de Droit et de la Science Juridique.

Président d'Honneur de la Société Savante d'Alsace et des Régions de l'Est ; Président d'Honneur de la Société Académique du Bas-Rhin ; Président fondateur du « Centre Européen de l'Orgue » de Marmoutier ; Membre de l'Académie d'Alsace. (Une biographie complète avec liste des publications a paru dans la *Revue d'Alsace*, 119, 1993, p. 7 à 30).